

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement

Gravelines, le 26 MAI 2016

Unité Départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par :
Sébastien CARRÉ

Tél : 03 28 23 85 46
Fax : 03 28 65 59 45

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR PASSAGE AU CODERST**

**DOSSIER DE DEMANDE
D'AUTORISATION TEMPORAIRE
(Articles R 512-37 du CE)**

sebastien.carre@developpement-durable.gouv.fr

Réf. : H\Commun\2_Environnement\1_Etablissements\Equipe_G1\GEOTRADE_038.00203\3_Instruction\

Objet :

Rapport de présentation au CODERST
Société GEOTRADE

Références :

Demande d'autorisation temporaire de l'établissement de Dunkerque
Dossier GEOTRADE – ECDR du 13 novembre 2015 complété le 29
mars 2016
Avis ARS du 15/02/2016

N° S3IC :

038.00203

Assujettissement TGAP :

Oui

Type d'établissement :

A

Équipe :

G1

Demandeur :

Raison sociale :

GEOTRADE

Siège social :

201 rue Philippe Castan
34000 MONTPELLIER

Adresse de l'établissement :

Port de Dunkerque
Môle 6
59140 DUNKERQUE

Contact de l'entreprise :

M. Gérard BERTAINA, Gérant

Activité principale :

Ingénierie, Études techniques

Sommaire du Rapport

Annexe

- | | |
|---|--|
| 1. Objet de la demande | 1. Liste des installations classées de l'établissement |
| 2. Présentation de l'établissement | 2. Projet d'arrêté préfectoral |
| 3. Présentation du dossier du demandeur | |
| 4. Consultation et enquête publique | |
| 5. Prise en compte de l'avis de l'autorité environnementale | |
| 6. Proposition de l'inspection des installations classées | |
| 7. Suites administratives | |

1. Objet de la demande

L'objet de la présente demande concerne l'autorisation temporaire d'exploiter une installation classée de démantèlement de navires. La société GEOTRADE souhaite démanteler un ancien navire, l'ex-baliseur Émile ALLARD de la Direction Inter-régionale de la Mer - Manche Est Mer du Nord. Ce bateau, amarré au port de Dunkerque ne peut plus naviguer. L'objet du présent dossier concerne le démantèlement de cet unique navire qui devrait durer 4 mois, au sein du Port de Dunkerque.

Il s'agit d'un nouveau projet : autorisation temporaire valable 6 mois (article R.512-37 du Code de l'environnement).

1.1. Caractéristiques

La demande vise à autoriser le démantèlement du navire en deux temps :

- allègement et désamiantage à flot du navire sur le front du Môle 6 du Port de Dunkerque. Le bateau aura été préalablement dépollué sur un autre emplacement. Cette opération d'allègement laisse intègre la coque du navire ;
- grutage de la coque sur le quai et découpe pour évacuation.

Il convient de préciser que le dossier ICPE ne traite pas les opérations de désamiantage. Celles-ci seront traitées conformément au Code du travail. Un dossier spécifique sera déposé en ce sens.

1.2. Classement

L'établissement est globalement soumis à autorisation pour les rubriques mentionnées en annexe 1.

1.3. Agrément

Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets a introduit l'obligation d'un agrément pour les installations de déconstruction de navires. Il s'agit de la transcription du règlement européen 1257/2013.

Ce décret prévoit cependant des exemptions d'agrément notamment pour les « navires appartenant à un État ou exploités par un État et exclusivement utilisés, à l'époque considérée, pour un service public non commercial ».

Le bateau Emile ALLARD, ancien baliseur de la Direction inter-régionale de la mer – Manche Est Mer du Nord rentre dans ce cas. Il s'agit d'un navire de service public armé au cabotage national exclusivement. Aussi, son démantèlement ne nécessite pas d'agrément.

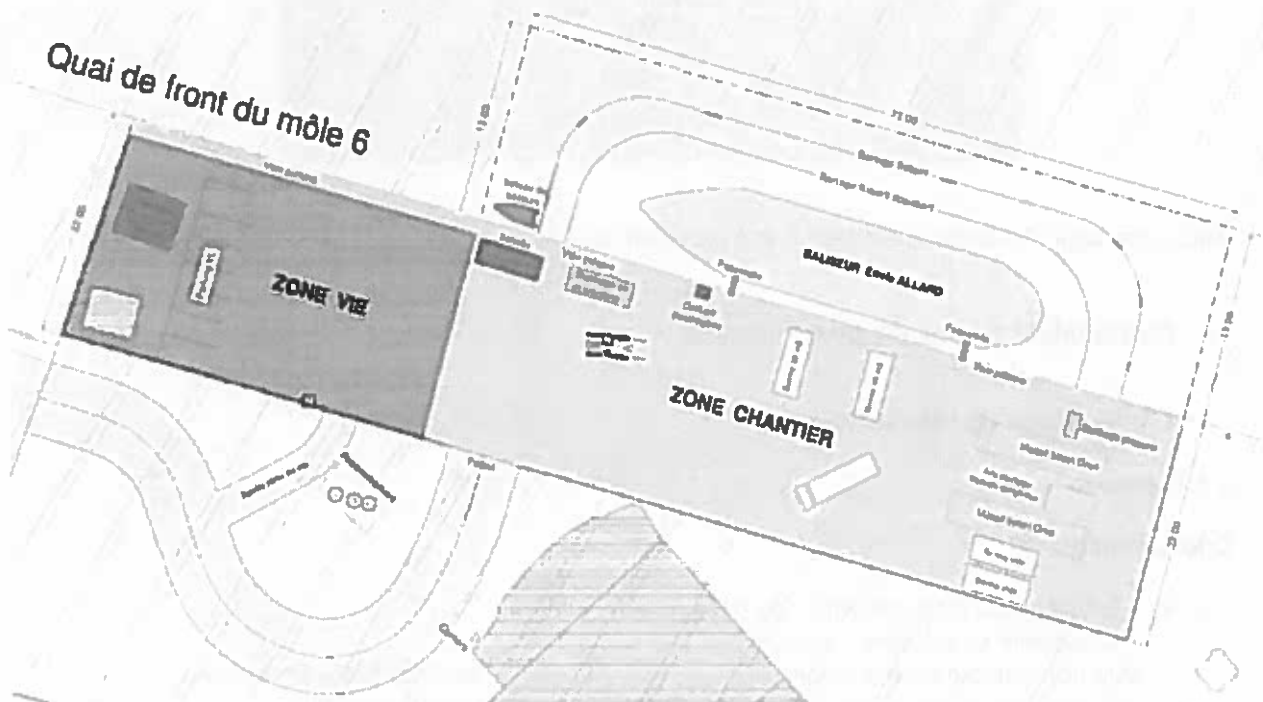
2. Présentation de l'établissement

2.1. Le demandeur

Le demandeur est la société GEOTRADE. Cette société, au capital de 100 000 € dispose de références dans le démantèlement d'installations industrielles (industrie pétrolière notamment) mais aussi de bateaux et de barges.

2.2. Le site d'implantation

Le site de démantèlement se situe au sein du Grand Port Maritime de Dunkerque dont la vocation est d'accueillir les activités industrielles et portuaires. Plus précisément, il est situé sur le front du Môle 6, dans le port est. Une partie du chantier se déroulera au sein du navire (désamiantage et allègement) et pour une autre partie, sur le quai : mise en benne et évacuation des déchets puis démantèlement de la coque.

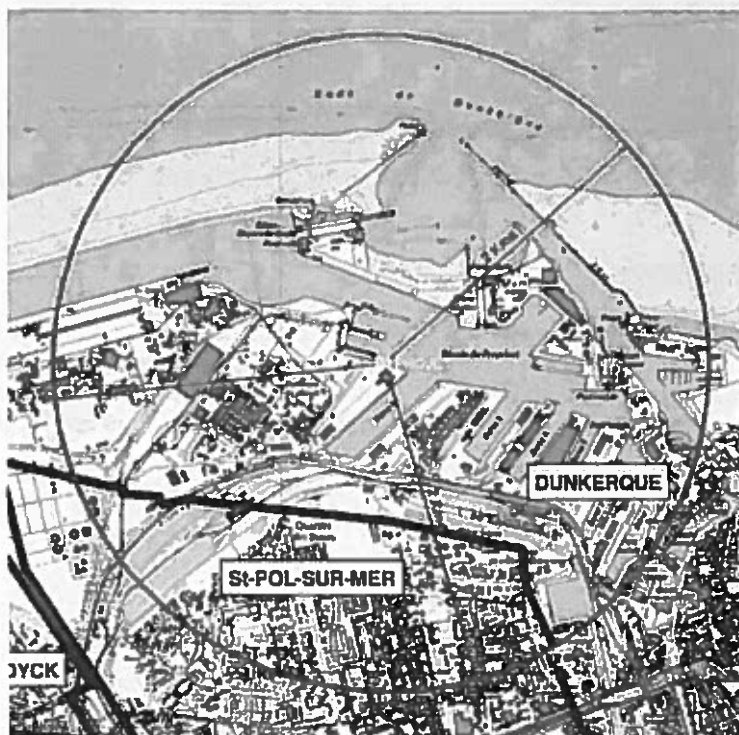


Ce site est déjà entièrement artificialisé. Cet usage ne sera que temporaire.

Le dossier précise, en application de l'article R.512-8, le pétitionnaire précise « *les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les solutions envisagées, le projet présenté a été retenu* ». En effet, le bateau, en très mauvais état, n'est plus navigable et ne peut être remorqué en mer (risque de naufrage) pour être démantelé dans un chantier déjà autorisé.

L'environnement proche du site est constitué des installations portuaires d'une part (chargement/déchargement de produits dangereux notamment) et des installations industrielles d'autre part (Raffinerie SRD et site de stockage de produits vrac liquides de Rubis Terminal Môle 5).

Les habitations les plus proches sont situées à plus de 700 m.



Aucun captage d'eau potable n'est situé à proximité du site.

3. Présentation du dossier du demandeur

3.1. Synthèse de l'étude d'impact

3.1.1. Eau

Consommation d'eau

L'activité fonctionnera en autonomie, les besoins en eau étant :

- eau potable et sanitaire : environ 2m³ par semaine ;
- eau non potable pour les opérations de désamiantage : environ 2m³ par semaine ;
- eau non potable de lavage de petit matériel : moins de 1m³ par semaine ;
- eau non potable de lavage des voiries par balayeuse aspiratrice : environ 1 m³ par semaine.

Au total, la consommation d'eau sera de 6 m³ par semaine. Celle-ci sera assurée à partir de réserves propres.

Rejet d'eau :

Les eaux seront issues :

- du nettoyage des équipements avant démontage : elles seront récupérées en fond de cale puis pompées pour être éliminées ;
- du nettoyage des pièces et protections individuelles dans le cadre du désamiantage. L'eau est filtrée pour être recyclée puis éliminée ;
- du nettoyage des voiries par haute pression avec une balayeuse aspiratrice afin de récupérer au maximum les effluents (et les petits déchets). Ces eaux sont ensuite éliminées en tant que déchet ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : celles-ci sont réduites au minimum, le bateau ayant été préalablement dépollué et les eaux de fond de cale vidées. Ces eaux sont acheminées par le réseau existant directement dans le bassin portuaire sans traitement préalable.

Les eaux vannes et sanitaires sont éliminées en tant que déchets.

Les opérations d'allègement à flot peuvent comporter un risque de chute de ferrailles et autres objets dans le bassin. Aussi, le dossier prévoit un contrôle par une équipe de plongeurs à la fin du chantier.

Le chantier côté bassin sera ceinturé par une double barrière hydrophobe. Ce barrage permettra de bloquer les polluants hydrocarbonés. L'exploitant dispose d'une pompe immergée reliée à un déboureur-déshuileur afin de faire face à toute irisation dans le bassin. Le niveau de rejet en hydrocarbures des eaux traitées sera au maximum de 5 mg/l.

Afin d'éviter que le bateau, dont la coque est très endommagée, ne coule lors des opérations de démantèlement, une ceinture de flottabilité lui a été adjointe pour les travaux. Celle-ci est constituée de réservoirs flottants fixés sur l'extérieur de la coque.

L'ensemble de ces points est repris au titre 4 du projet d'arrêté proposé.

3.1.2. Air

Les rejets dans l'air seront faibles et limités aux opérations d'oxycoupage, aux poussières liées aux opérations de découpe et manutention ainsi qu'aux rejets des véhicules.

Le dossier indique que l'exploitant privilégie le découpage à la pince hydraulique à l'utilisation de chalumeaux. Ce principe est repris dans le projet proposé en annexe 1 (cf. article 3.1.1).

3.1.3. Bruit

Le site ne fonctionnera qu'en journée. Cette prescription est reprise au titre 7 du projet d'arrêté. Les habitations les plus proches sont situées à 700 m.

3.1.4. Déchets

Les déchets évacués sont issus des opérations de nettoyage et démantèlement. Les déchets susceptibles de provoquer une pollution des sols seront disposés sur rétention. Les déchets seront évacués vers des filières agréées.

Les quantités (approximatives) de déchets produits sont les suivantes :

- déchets de la base vie : quelques dizaines de kg,
- déchets non valorisables non dangereux : 25 t environ,
- fer et métaux, souillés ou non : 500 t environ,
- matériaux contenant de l'amiante : 13 t environ,
- déchets contenant du PCB et autres déchets dangereux : 3 t environ,
- déchets liquides hydrocarbonés : 15 t environ.

Ces déchets sont évacués au fur et à mesure de l'avancement du chantier de déconstruction. En tout état de cause, les bennes pleines sont évacuées sous une semaine. Ces prescriptions sont reprises dans le projet d'arrêté (titre 5).

3.1.5. Transports

La circulation des camions restera faible au regard de l'ensemble de la zone : la circulation de poids lourds sera au maximum de 3 par jour selon le dossier.

3.1.6. Impact sanitaire

Les installations ne sont pas susceptibles de générer un impact sanitaire inacceptable pour les riverains du site.

3.1.7. Faune, flore, paysage

Sans objet. Le site est déjà existant et complètement imperméabilisé.

3.2. Synthèse de l'étude de dangers

L'étude de dangers souligne les deux principaux risques :

- le risque incendie : incendie de la benne de stockage des déchets banals et incendie induit par l'explosion d'une bouteille de propane. La défense incendie est assurée par trois poteaux à proximité. Les moyens incendie sont repris à l'article 8.2.2 du projet d'arrêté ;
- le risque de pollution lié à l'entreposage de produits dangereux. Ceux-ci seront stockés sur rétention. Ce point est repris au chapitre 8.4 du projet d'arrêté préfectoral.

3.3. Notice d'hygiène et de sécurité du personnel

Le dossier met en avant la formation du personnel aux différentes activités, notamment celles pouvant présenter un risque pour leur santé et pour l'environnement (désamiantage notamment) ainsi que les dispositions mises en œuvre.

3.4. Conditions de remise en état proposées

Le dossier précise que le site sera remis dans un état comparable à son état initial :

- évacuation des produits dangereux et des déchets ;
- interdiction ou limitation d'accès au site.

A noter qu'une analyse des sédiments au droit du site est prévue avant le démarrage du chantier et une autre est prévue après la fin du chantier. Ces analyses sont prescrites dans le projet d'arrêté à l'article 9.2.2.2.

3.5. Garanties financières

Sans objet pour le présent dossier.

3.6. Demande de servitudes d'utilité publique et périmètres associés

Sans objet.

4 - Consultation et enquête publique

S'agissant d'une demande d'autorisation d'une activité temporaire, en application de l'article R.512-37 du Code de l'environnement, le présent dossier n'a pas été soumis à enquête publique. Les services de l'Etat ainsi que les conseils municipaux (Dunkerque) n'ont pas non plus été consultés hormis l'Agence Régionale de Santé dans le cadre de l'élaboration de l'avis de l'Autorité Environnementale.

4.1 Avis de l'Agence Régionale de Santé (15 février 2016)

« Le dossier comporte un chapitre d'évaluation du risque sanitaire qui conclut quant à l'absence de risque pour la santé des tiers du fait du caractère diffus des émissions, de zones d'habitats éloignées, et d'un environnement immédiat fortement industrialisé. Le fait que l'activité ait lieu dans une zone fortement industrialisée n'est pas en soi une justification quant à l'impact lié à la contribution de l'activité. La mise en place de mesures compensatoires telles que la pose d'une bâche pendant l'opération d'oxycoupage limiteront les émissions.

De la même façon, l'impact du chantier de démantèlement sur l'environnement sonore n'a pas été évalué, alors qu'il est prévu l'utilisation d'équipements a priori bruyants tels qu'une cisaille hydraulique. Cependant, au regard de l'éloignement des premières habitations et de la durée prévue du chantier, les conséquences seront limitées.

Les modalités pratiques de gestion des flux de déchets (type d'abris envisagé pour les déchets dangereux, fréquence d'enlèvement, modalités de couverture des bennes) ne sont pas précisées. L'accès aux stocks de déchets en l'absence de local fermé pourrait poser un problème de sécurité la nuit, lorsque la surveillance du chantier n'est plus assurée par la société. Se pose également le problème de la gestion des eaux de ruissellement sur le site de stockage.

En conséquence, je vous informe que ce dossier, s'il était présenté en l'état en CODERST, amènera de ma part un vote favorable sous réserve d'inscrire dans le projet d'arrêté préfectoral une prescription visant à adapter la fréquence d'enlèvement des déchets en fonction de leur nature (dangereuse ou non) et/ou de la mise en place de mesures de surveillances ou de sécurité spécifiques du chantier la nuit.

Enfin, GEOTRADE confiera aux sociétés RB DIAG et PRESTOSID le diagnostic de présence d'amiante et les opérations de désamiantage. Il convient d'appeler l'attention du pétitionnaire quant à l'obligation de transmettre le plan de retrait ou le mode opératoire écrit à l'inspection du travail un mois avant le début des travaux. »

Le projet d'arrêté joint impose les prescriptions suivantes à l'exploitant :

- l'utilisation de la cisaille autant que faire se peut (titre 3) pour réduire les émissions de poussières et fumées. A noter que l'exploitant, dans son complément au dossier du 29 mars 2016 indique que l'utilisation de bâche de protection est difficilement réalisable.
- évacuation régulière des déchets (cf. titre 5),

A noter que le site ICPE se trouve au sein du périmètre gardienné du GPMD.

5 - Prise en compte de l'avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale n'a pas émis d'observation sur le présent projet.

6 - Proposition de l'inspection des installations classées

Ce dossier de demande d'autorisation pour une activité temporaire (durée prévue : 3 mois) porte sur le démantèlement d'un seul bateau : le baliseur Emile ALLARD. Celui-ci ne pouvant plus naviguer, le démantèlement au sein du périmètre du GPMD s'avère être la seule solution.

Ce démantèlement est prévu au sein de la zone industrialo-portuaire, à 700 m des premières habitations.

Au regard des mesures prévues pour la protection des milieux (air et eau notamment), l'impact du chantier apparaît acceptable.

Un projet d'arrêté préfectoral est joint en annexe 2. Il reprend l'ensemble des prescriptions dont l'application est proposée pour l'exploitation du chantier de démantèlement par la société GEOTRADE.

7 - Suites administratives

En application de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, nous proposons au CODERST d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la société GEOTRADE sous réserve du strict respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe 2.

L'inspecteur de l'environnement
(spécialité Installations Classées,)



Sébastien CARRÉ

Vu et transmis avec avis conforme à :

Monsieur le Préfet de Région Nord-pas-de-calais - Picardie - Préfet du Département du Nord -
Direction de la Coordination des Politiques Interministérielles - Bureau des Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement

Gravelines, le**26 MAI 2016**

Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Départementale du Littoral,


David LEFRANC

ANNEXE 1
Liste des installations classées de l'établissement

Rubrique	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	A, E, DC, D (1)	RA
2712-2	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage 2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage (soit hors VHU), la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m²	Installation de démantèlement de navires sur une surface d'environ 3 810 m², comprenant : • aire du chantier : 3 000 m² • base de vie : 810 m²	A	2 km
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses : La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Quantité estimée de déchets dangereux contenue sur le site de 528 t, réparties comme suit : • métaux souillés ou potentiellement souillés : 500t • matériaux contenant de l'amiante : 10 t • déchets contenant du PCB et autres déchets dangereux conditionnés : 3 t • déchets liquides hydrocarbonés : 15 t	A	2 km
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : Inférieure à 6 t	Oxydécoupage des navires 70 kg de propane répartis en 4 bouteilles	NC	-
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux La surface étant : Inférieure à 100 m²	Après tri, stockage de métaux ferreux et non ferreux non souillés en bennes : 30 m² maximum (équivalent à deux bennes)	NC	-
4725	Stockage d'oxygène La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : Inférieure à 2 t	Oxydécoupage des navires 460 kg répartis en 4 cadres de 8 bouteilles	NC	-

- (1) A : installations soumises à autorisation,
E : installations soumises à enregistrement,
D : installations soumises à déclaration,
NC : installations non classées.

TABLE DES MATIÈRES

TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	5
CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	5
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	5
Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	5
CHAPITRE 1.2 Nature des installations.....	5
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	5
Article 1.2.2. Situation de l'établissement.....	5
Article 1.2.3. Autres limites de l'autorisation.....	5
Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées.....	6
CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	6
Article 1.3.1. Conformité.....	6
CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation.....	6
Article 1.4.1. Durée de l'autorisation.....	6
CHAPITRE 1.5 Modifications et cessation d'activité.....	6
Article 1.5.1. Porter à connaissance.....	6
Article 1.5.2. Equipements abandonnés.....	6
Article 1.5.3. Transfert sur un autre emplacement.....	6
Article 1.5.4. Changement d'exploitant.....	6
Article 1.5.5. Cessation d'activité.....	6
CHAPITRE 1.6 Réglementation.....	7
Article 1.6.1. Réglementation applicable.....	7
Article 1.6.2. Respect des autres législations et réglementations.....	7
TITRE 2 – Gestion de l'établissement.....	8
CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations.....	8
Article 2.1.1. Objectifs généraux.....	8
Article 2.1.2. Consignes d'exploitation.....	8
CHAPITRE 2.2 Réserves de produits ou matières consommables.....	8
Article 2.2.1. Réserves de produits.....	8
CHAPITRE 2.3 Intégration dans le paysage.....	8
Article 2.3.1. Propreté.....	8
Article 2.3.2. Esthétique.....	8
CHAPITRE 2.4 Danger ou nuisance non prévus.....	8
Article 2.4.1. Danger ou nuisance non prévus.....	8
CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents.....	8
Article 2.5.1. Déclaration et rapport.....	8
CHAPITRE 2.6 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	9
Article 2.6.1. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	9
TITRE 3 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	10
CHAPITRE 3.1 Conception des installations.....	10
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	10
Article 3.1.2. Pollutions accidentelles.....	10
Article 3.1.3. Odeurs.....	10
Article 3.1.4. Voies de circulation.....	10
Article 3.1.5. Émissions diffuses et envols de poussières.....	10
CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet.....	10
Article 3.2.1. Dispositions générales.....	10

Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet.....	11
TITRE 4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	12
Article 4.1.1. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.....	12
CHAPITRE 4.2 Prélèvements et consommations d'eau.....	12
Article 4.2.1. Consommation en eau.....	12
CHAPITRE 4.3 Collecte des effluents liquides.....	12
Article 4.3.1. Dispositions générales.....	12
Article 4.3.2. Plan des réseaux.....	12
Article 4.3.3. Protection des réseaux.....	12
CHAPITRE 4.4 Protection des milieux.....	12
Article 4.4.1. Protection des eaux du bassin vis-à-vis du risque de pollution.....	12
TITRE 5 - Déchets produits.....	14
CHAPITRE 5.1 Principes de gestion	14
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....	14
Article 5.1.2. Séparation des déchets.....	14
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	14
Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	14
Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement.....	14
Article 5.1.6. Transport.....	14
Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement.....	15
TITRE 6 - Substances et produits chimiques.....	16
CHAPITRE 6.1 Dispositions générales.....	16
Article 6.1.1. Identification des produits	16
Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	16
TITRE 7 - Prévention des nuisances sonores, des vibrations et DES EMISSIONS LUMINEUSES.....	17
CHAPITRE 7.1 Dispositions générales.....	17
Article 7.1.1. Horaires de fonctionnement.....	17
Article 7.1.2. Aménagements.....	17
Article 7.1.3. Véhicules et engins.....	17
Article 7.1.4. Appareils de communication.....	17
CHAPITRE 7.2 Niveaux acoustiques.....	17
Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	17
Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	17
Période de jour allant de 7 h à 17 h.....	17
Période de nuit allant de 22 h à 7 h.....	17
CHAPITRE 7.3 Vibrations.....	17
Article 7.3.1. Vibrations.....	17
TITRE 8 - Prévention des risques technologiques.....	18
CHAPITRE 8.1 Généralités.....	18
Article 8.1.1. Localisation des risques.....	18
Article 8.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux.....	18
Article 8.1.3. Propreté de l'installation.....	18
Article 8.1.4. Contrôle des accès.....	18
Article 8.1.5. Circulation dans l'établissement.....	18
Article 8.1.6. Etude de dangers.....	18
CHAPITRE 8.2 Dispositions constructives.....	18
Article 8.2.1. Intervention des services de secours.....	18
Article 8.2.1.1. Accessibilité.....	18
Article 8.2.1.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.....	18
Article 8.2.2. Moyens de lutte contre l'incendie.....	19
CHAPITRE 8.3 Dispositif de prévention des accidents.....	19

Article 8.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	19
Article 8.3.2. Installations électriques.....	19
CHAPITRE 8.4 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles.....	19
Article 8.4.1. Rétentions et confinement.....	19
CHAPITRE 8.5 Dispositions d'exploitation.....	20
Article 8.5.1. Surveillance de l'installation.....	20
Article 8.5.2. Travaux.....	20
Article 8.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements.....	20
Article 8.5.4. Consignes d'exploitation.....	20
<i>TITRE 9 - Surveillance des émissions et de leurs effets.....</i>	<i>22</i>
CHAPITRE 9.1 Programme d'autosurveillance.....	22
Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance.....	22
CHAPITRE 9.2 Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance.....	22
Article 9.2.1. Fréquences, et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux.....	22
Article 9.2.2. Surveillance des effets sur les milieux aquatiques.....	22
Article 9.2.2.1. Effets sur les eaux de surface.....	22
Article 9.2.2.2. Effets sur les sédiments.....	22
Article 9.2.3. Suivi des déchets.....	22
CHAPITRE 9.3 Suivi, interprétation et diffusion des résultats.....	23
Article 9.3.1. Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance.....	23
<i>TITRE 10 Délais et voies de recours-Publicité-Exécution.....</i>	<i>24</i>
Article 10.1.1. Délais et voies de recours.....	24
Article 10.1.2. Publicité.....	24
Article 10.1.3. Exécution.....	24



PREFET DE DEPARTEMENT

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement de Nord-Pas-de-Calais-Picardie

LE PREFET DU NORD

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la demande présentée le 13 novembre 2015 et complétée le 29 mars 2016 par la société GEOTRADE dont le siège social est situé à MONTPELLIER (34000) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation temporaire de déconstruction de navire sur le territoire de la commune de Dunkerque au niveau du Môle 6 du Grand Port Maritime ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu les compléments apportés au dossier le 29 mars 2016 ;

Vu le rapport et les propositions en date du ... de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du ... du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;

Vu le projet d'arrêté porté le ... à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par ... en date du ... ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que la demande concerne une autorisation d'exploiter temporaire pour une durée maximale de 6 mois (article R.512-37 du Code de l'environnement) ;

CONSIDERANT qu'il convient de prescrire ces mesures à l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société GEOTRADE dont le siège social est situé à Montpellier (34000), Bâtiment C, 201 rue Philippe Castan est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Dunkerque, sur le front du Môle 6 sur le territoire du Grand Port maritime, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	A, E, DC, D (1)
2712-2	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage 2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage (soit hors VHU), la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m²	Installation de démantèlement de navires sur une surface d'environ 3 810 m², comprenant : <ul style="list-style-type: none">• aire du chantier : 3 000 m²• base de vie : 810 m²	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses : La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Quantité estimée de déchets dangereux contenue sur le site de 528 t, réparties comme suit : <ul style="list-style-type: none">• métaux souillés ou potentiellement souillés : 500 t• matériaux contenant de l'amiante : 10 t• déchets contenant du PCB et autres déchets dangereux conditionnés : 3 t• déchets liquides hydrocarbonés : 15 t	A
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : Inférieure à 6 t	Oxydécoupage des navires 70 kg de propane répartis en 4 bouteilles	NC
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux La surface étant : Inférieure à 100 m²	Après tri, stockage de métaux ferreux et non ferreux non souillés en bennes : 30 m² maximum (équivalent à deux bennes)	NC
2910 A	Combustion Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, la puissance thermique nominale de l'installation étant inférieure à 2MW	2 groupes électrogènes fonctionnant à l'essence, de puissance unitaire 8 kW soit 16 kW au total	NC
4725	Stockage d'oxygène La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : Inférieure à 2 t	Oxydécoupage des navires 460 kg répartis en 4 cadres de 8 bouteilles	NC

A (autorisation), NC (non classé)

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations sont situées sur le front nord du Môle 6.

Article 1.2.3. Autres limites de l'autorisation

L'autorisation n'est accordée que pour la déconstruction de l'ex-baliseur Emile ALLARD. Toute autre opération ou activité est proscrite.

Article 1.2.4. Consistance des installations autorisées

Les opérations de déconstruction ne peuvent intervenir qu'une fois le bateau dépollué, ce qui comprend la vidange et la collecte de tous les produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou une atteinte à l'environnement au titre de l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Notamment, les restes de carburants, huiles, graisse et autres liquides sont vidangés et les réservoirs nettoyés dans la mesure du possible avant les opérations de déconstruction.

Les opérations de déconstruction consistent à :

- alléger et désamianter à flot le navire sur le front du Môle 6 du Port de Dunkerque. Le bateau aura été préalablement dépollué sur un autre emplacement. Cette opération d'allègement laisse intègre la coque du navire ;
- gruter la coque sur le quai pour la découper puis l'évacuer.

Les opérations de désamiantage font l'objet d'une autorisation spécifique au titre du Code du travail et ne sont pas réglementées par le présent arrêté préfectoral.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.3.1. Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si l'autorisation est renouvelée (article R.512-37 du Code de l'environnement).

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2. Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.3. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.5.4. Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.5.5. Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site, y compris ceux tombés dans la darse ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.6 RÉGLEMENTATION

Article 1.6.1. Réglementation applicable

L'exploitation se fait, outre le présent arrêté, dans le respect des arrêtés suivants

- Arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 04/10/10 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Article 1.6.2. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1. Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1. Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3.2. Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (poussières, envols...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENUS

Article 2.4.1. Danger ou nuisance non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté sont immédiatement portés à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.6.1. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement sont correctement entretenues.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs...

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

L'exploitant réduit autant que possible les opérations d'oxycoupage et privilégie les découpes à la cisaille. Toutes dispositions sont prises pour réduire les émissions de poussières et de fumées lors des opérations d'oxycoupage.

Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5. Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1. Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet

Les émissions atmosphériques sont uniquement liées :

- à la circulation des engins de transport,
- à l'utilisation de la cisaille et des moyens de manutention et levage thermiques,
- à l'utilisation des groupes électrogènes et d'éventuels compresseurs d'air thermiques,
- aux opérations d'oxycoupage et de meulage,
- aux engins de nettoyage (balayeuse, nettoyeurs haute pression...).

Ces moyens sont exploités et entretenus conformément aux réglementations en vigueur et/ou aux notices constructeurs.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 4.1.1. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.2.1. Consommation en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Le site dispose de ses propres réserves d'eau et n'est raccordé à aucun réseau existant.

La consommation d'eau est limitée à 6 m³ environ par semaine :

- 2 m³ environ pour l'eau potable et sanitaire,
- 2 m³ environ pour les opérations de désamiantage,
- 1 m³ environ pour le lavage du petit matériel,
- 1 m³ environ pour le nettoyage des voiries par balayeuse aspiratrice.

CHAPITRE 4.3 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.3.1. Dispositions générales

Les effluents liquides, hors eaux pluviales et de ruissellement, sont collectées. Ces eaux ne sont en aucun cas rejetées au bassin portuaire.

- les eaux vannes et sanitaires, les eaux de lavage des outillages sont collectées et éliminées dans une filière autorisée,
- les eaux de fond de cale sont pompées aussi souvent que nécessaire et éliminées dans une filière autorisée après caractérisation si nécessaire,
- les eaux de lavage des sols sont récupérées dans la mesure du possible, collectées et éliminées dans une filière autorisée après caractérisation si nécessaire,
- les eaux issues du désamiantage sont collectées et éliminées dans une filière autorisée.

Article 4.3.2. Plan des réseaux

L'exploitant dispose d'un plan des réseaux à jour sur lequel figure les collecteurs et les points de rejet dans l'environnement.

Article 4.3.3. Protection des réseaux

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

CHAPITRE 4.4 PROTECTION DES MILIEUX

Article 4.4.1. Protection des eaux du bassin vis-à-vis du risque de pollution

Durant toute la phase du chantier de déconstruction, la coque du bateau est ceinturée d'une double barrière flottante et absorbante hydrophobe.

L'exploitant dispose d'une pompe hydraulique de surface, constamment en place, et d'un débourbeur-déshuileur afin d'être en mesure de traiter toute pollution aux hydrocarbures liée à la déconstruction et qui apparaîtrait dans le bassin portuaire. Les eaux du bassin ainsi pompées et traitées par le débourbeur - déshuileur doivent respecter une valeur de 5 mg/l maximum pour être rejetées au bassin portuaire.

L'exploitant dispose également de produits absorbants tel que du sable et de pelles afin de pouvoir circonscrire toute pollution sur le quai.

Un contrôle de l'état du bassin est réalisé au droit du site à la fin des opérations de démantèlement et les éventuels matériaux tombés dans le bassin et issus du chantier sont récupérés.

TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions pour prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il produit.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.6. Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations et de la base vie sont les suivantes :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 02 03	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection
	16 01 17	Métaux ferreux
	16 01 18	Métaux non ferreux
	16 01 19	Matières plastiques
	16 01 20	Verre
	16 02 14	Equipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13
	17 02 01	Bois
	17 02 02	Verre
	17 02 03	Matières plastiques
	17 04 01	Cuivre, bronze, laiton
	17 04 02	Aluminium
	17 04 03	Plomb
	17 04 04	Zinc
	17 04 07	Métaux en mélange
	17 06 04	Matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03
	20 01 01	Papier et cartons
	20 01 02	Verre
	20 01 08	Déchets de cuisine et de cantine biodégradables
	20 01 11	Textiles
	20 01 25	Huiles et matières grasses alimentaires
	20 01 39	Bois
	20 01 40	Métaux
	20 02 01	Déchets biodégradables
Déchets dangereux	15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
	15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses
	16 01 09*	Déchets contenant des PCB
	16 02 10*	Equipements mis au rebut contenant des PCB ou contaminés par de telles substances
	16 02 12*	Equipements mis au rebut contenant de l'amiante libre
	16 06 01*	Accumulateurs au plomb
	16 07 08*	Déchets contenant des hydrocarbures
	16 07 09*	Déchets contenant d'autres substances dangereuses
	17 02 04*	Bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances
	17 04 09*	Déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses
	17 06 01*	Matériaux d'isolation contenant de l'amiante
	17 09 02*	Déchets de construction et de démolition contenant des PCB
	20 01 26*	Huiles et matières grasses
	20 01 27*	Peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses

Les quantités (approximatives) de déchets produits sont les suivantes :

- déchets de la base vie : quelques dizaines de kg,
- déchets non valorisables non dangereux : 25 t environ,
- fer et métaux, souillés ou non : 500 t environ,
- matériaux contenant de l'amiante : 13 t environ,
- déchets contenant du PCB et autres déchets dangereux : 3 t environ,
- déchets liquides hydrocarbonés : 15 t environ.

Ces déchets sont évacués au fur et à mesure de l'avancement du chantier de déconstruction. En tout état de cause, les bennes pleines sont évacuées sous une semaine.

TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1. Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site,

Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munies du pictogramme défini par le règlement susvisé.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7.1.1. Horaires de fonctionnement

Le fonctionnement normal de l'activité, dont les opérations de déconstruction, se déroule du lundi au vendredi dans la plage 7 h - 17 h.

Article 7.1.2. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 7.1.3. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 7.1.4. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (*).

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période de fonctionnement allant de 7 h à 17 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 17 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	Pas d'activité

Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	Période de jour allant de 7 h à 17 h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	Pas d'activité

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

Article 7.3.1. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 GÉNÉRALITÉS

Article 8.1.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des installations et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Les déchets dangereux ne sont pas entreposés dans les zones d'effets des installations à risque d'incendie, notamment, le stockage de propane ou les bennes contenant des déchets non dangereux.

Article 8.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'Article 6.1.1. seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 8.1.3. Propreté de l'installation

Les installations sont maintenues propres et régulièrement nettoyées notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 8.1.4. Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Article 8.1.5. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 8.1.6. Etude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 8.2.1. Intervention des services de secours

Article 8.2.1.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 8.2.1.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » permet d'accéder à la coque du navire en plusieurs endroits de la poupe à la proue ainsi qu'aux zones définies à l'Article 8.1.1. .

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la surface plane.

- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,

Article 8.2.2. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers, comme prévu à l'Article 8.1.1. ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 8.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'Article 8.1.1. et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Article 8.3.2. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 8.4.1. Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est pas autorisé sous le niveau du sol environnant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 8.5.1. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 8.5.2. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'Article 8.1.1. , les travaux ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Article 8.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 8.5.4. Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

Article 9.2.1. Fréquences, et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Hydrocarbures totaux (après traitement par déboureur)	Ponctuel	Tous les 15 jours	Dans le mois qui suit la mesure

Article 9.2.2. Surveillance des effets sur les milieux aquatiques

Article 9.2.2.1. Effets sur les eaux de surface

Type	Paramètres	Fréquence	Méthode de référence
Analyse sur eau saline du bassin au droit du chantier	pH		Méthode interne (NF T90-008)
	MES		EN 872
	DBO5		EN 1899-1
	COT		EN 1484
	Hydrocarbures totaux,	Analyse avant travaux	Méthode interne (extraction hexane, analyse par GC-FID)
	Azote Kjeldahl		EN 6646 et ISO 11732
	Phosphore total		ISO 11885
	Métaux : As, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Ni, Pb, Zn, Bore, Ba, Sb, Se	Analyse mensuelle pendant la durée du chantier	EN 6966 et ISO 11885
	Cyanures totaux	Analyse après travaux	ISO 14403-2
	Organostanniques : MBT, DBT, TBT, TTBT, TpHT		Equivalent ISO 23161
	HAP : 16 composés		Méthode interne (ISO 28540)
	PCB : 7 composés		Méthode interne (LVI GCMS)
	Composés organiques volatils : BTEX, 1,2 dichlorométhane, tétrachlorure de carbone, dichlorométhane, trichlorobenzène.		Méthode interne (headspace GCMS)

Article 9.2.2.2. Effets sur les sédiments

Type	Paramètres	Fréquence	Méthode de référence
Analyse sur sédiments au droit du chantier	Métaux : As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn	Analyse avant chantier	Méthode interne (destruction conforme à NEN 6961, analyse conforme à ISO 22036)
	Autres métaux : Hg		Conforme à NEN 6950 (destruction conforme à NEN 6961, analyse conforme à NEN-ISO 16772)
	Organostanniques : MBT, DBT, TBT	Analyse après chantier	Equivalent à EN-ISO 23161
	HAP : 16 composés		Méthode interne
	PCB : 7 composés		Méthode interne (extraction acétone/hexane, analyse GCMS)

Article 9.2.3. Suivi des déchets

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans au siège de l'exploitant et tenu à la disposition des autorités compétentes.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Article 9.3.1. Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux ou des sédiments, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il entreprend en tant que de besoin les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément au CHAPITRE 9.2 l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

TITRE 10 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 10.1.1. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lille :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 10.1.2. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de Dunkerque pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Nord pour une durée identique.

Le maire de Dunkerque fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture du Nord l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société GEOTRADE.

Une copie dudit arrêté est également adressé au conseil municipal de Dunkerque.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société GEOTRADE dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 10.1.3. Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord, le Sous-préfet de l'arrondissement de Dunkerque, le Directeur départemental des territoires et de la mer Nord, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au Maire de Dunkerque et à la société GEOTRADE.